

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Entre

**Le groupement EIFFAGE CONSTRUCTION/ EIFFAGE
ROUTE**

et

le Syndicat des Mobilités de Touraine

**Règlement amiable de différends dans le cadre du
marché n°22003T01**

Toutes les informations relevant du secret des affaires au sens de la directive (UE) 2016/943 du 8 juin 2016 et contenues dans ce protocole transactionnel sont destinées uniquement aux signataires de celui-ci. Ces informations doivent être considérées comme strictement confidentielles.

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Le Syndicat des Mobilités de Touraine, 60 avenue Marcel Dassault, 37 200 Tours, représenté par Monsieur Emmanuel DENIS, Président, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du 06 mars 2025,

Ci-après dénommée « le maître d'ouvrage » ou « le MOA »

Et :

Le **Groupement** composé de :

EIFFAGE CONSTRUCTION CENTRE, Etablissement de Tours, 11, rue de la Roujolle, 37540 SAINT-CYR-SUR –LOIRE Cedex dont le siège est situé 5, rue Claude Lewy, 45077 ORLEANS Cedex 2 et représenté aux présentes par Claude LEBARBIER, Directeur, agissant au nom de EIFFAGE CONSTRUCTION et en qualité du mandataire du Groupement, dûment habilité aux fins des présentes,

EIFFAGE ROUTE IDF/CENTRE OUEST ETS VAL DE LOIRE, ZA LA POMMERAYE 37320 ESVRES SUR INDRE dont le siège est situé 2, rue H. Boucher – 93330 NEUILLY-SUR-MARNE et représenté aux présentes par Gilles FRICAUD, Chef d'agence, agissant au nom de EIFFAGE ROUTE, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « le Groupement »

Le groupement EIFFAGE CONSTRUCTION / EIFFAGE ROUTE et le Syndicat des Mobilités de Touraine seront ci-après appelées séparément la « Partie » ou conjointement les « Parties ».

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Le Syndicat des Mobilités de Touraine a notifié le 26 avril 2022 à un groupement d'entreprises conjoint constitué de EIFFAGE CONSTRUCTION (en tant que mandataire solidaire du groupement conjoint), et EIFFAGE ROUTE, le marché n°22003T01 ayant pour objet la réalisation d'une station de recharge GNC sur le dépôt Fil Bleu à Saint-Pierre-des-Corps – Lot 1 : voiries réseaux divers/Génie civil/ 2nd Œuvre, (ci-après « le marché »).

Le marché a été notifié pour un montant de 542 567,12 € HT réparti comme suit :

- Eiffage Construction : 390 358,04€
- Eiffage Route : 152 209.08 € HT

Par ordre de service n°1, les prestations ont démarré le 2 mai 2022 pour une durée de 9 mois.

L'ordre de service n°2 a été notifié le 16 août 2022 à l'entreprise EIFFAGE CONSTRUCTION pour la base vie Chantier pour MO/MOE et les entreprises pour une durée de 8 mois et un montant de 18 416.77 € HT.

L'ordre de service n° 3 a été notifié le 16 août 2022 à l'entreprise EIFFAGE CONSTRUCTION pour un montant de 8 484.37 € HT.

L'avenant 1 au marché notifié le 11 mai 2023, intègre les OS 2 et 3 portant ainsi le montant initial du marché de 542 567,12 € HT à 569 468.26 € HT.

L'ordre de service n° 4 a été notifié le 16 août 2022 à l'entreprise EIFFAGE CONSTRUCTION pour un montant de 1 396,50 € HT. Il portait sur des prestations supplémentaires concernant l'envoi en filière ISDND des terres polluées.

Par ordre de service n° 5, notifié le 9 février 2023, le délai des travaux a été prolongé de 2 mois, et le délai global des travaux prolongé est de 11 mois.

L'ordre de service n° 6 notifié le 21 avril 2023 portait sur des plus et moins-value divers fin de chantier et sur des prestations supplémentaires relatives aux plaques caniveau d'un montant de 17 580,36 € HT.

Les prestations complémentaires prévues par les OS 4 et 6 n'ont pas été intégrées dans un avenant 2 alors qu'elles auraient dû l'être conformément aux règles applicables afin de permettre de contractualiser ces prestations supplémentaires dans le cadre du marché.

De même, le décompte général définitif qui reprend les prestations supplémentaires des OS 4 et 6 a été signé le 30 juin 2023 et notifié en l'absence d'avenant 2.

Le SMT ne peut pas faire d'avenant 2 au marché car le DGD a été établi et notifié aux parties. En l'absence d'avenant préalable le maître d'ouvrage ne peut pas payer les prestations supplémentaires qu'il a pourtant demandées et qui ont été réalisées par le groupement.

Par courrier du 24 avril 2023, Eiffage construction, titulaire du marché, a alerté le maître d'ouvrage sur la nécessité d'entériner les OS 4 et 6 dans un avenant 2 au marché.

Le DGD signé et notifié sans avenant 2 reprend :

Les prestations complémentaires issues des OS 4 et 6 qui n'ont pas été entérinées par un avenant 2 au marché alors qu'elles auraient dû l'être.

Ces prestations se décomposent comme suit :

- 8 591.21 € HT au profit d'Eiffage Construction
- 13 535.53 € HT au profit d'Eiffage Route

Les prestations ne peuvent pas être payées dans les règles du marché puisque les parties ont signé un décompte général définitif avant de signer un avenant actant le prix des prestations complémentaires.

La notification du DGD entraîne la fin des relations contractuelles entre les parties et clôt l'exécution financière et juridique d'un marché.

L'absence de signature d'un avenant pour les prestations supplémentaires avant la notification du DGD ne permet plus de payer ces dernières en l'absence de fondement contractuel.

Les parties se sont donc rencontrées une première fois le 28 novembre 2024 pour trouver une solution amiable permettant de régler le solde de l'avenant 1 et les prestations découlant des OS 4 et 6 qui ont été réalisées sans avenant au marché.

Elles ont estimé qu'il convenait de régler hors marché le montant suivant des factures reçues en novembre 2023, après la signature du DGD et en l'absence d'avenant 2 au marché. Le montant dû par le SMT est de 22 126.74 € HT décomposé comme suit :

- 8 591.21 € HT au profit d'Eiffage Construction
- 13 535.53 € HT au profit d'Eiffage Route

Le titulaire du marché s'est engagé pour sa part à n'entamer aucune procédure contentieuse devant les juridictions si le SMT procédait au paiement des prestations qu'il a réalisées à la demande du SMT et alors qu'il avait alerté ce dernier sur la nécessité d'acter les prestations supplémentaires demandées par OS 4 et 6 par un avenant 2 au marché.

Article 1^{er} : OBJET DU PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Le présent protocole transactionnel a pour objet de trouver un accord entre les Parties permettant de payer Eiffage Construction et Eiffage Route pour les prestations réalisées à la demande du SMT en l'absence de signature d'un avenant 2 au marché et alors que le DGD est signé.

Article 2 : TRANSACTION – CONCESSIONS RÉCIPROQUES

2.1 Engagements du MOA

En contrepartie des engagements du Groupement précisés ci-dessous, le MOA s'engage à verser au Groupement, qui l'accepte, un montant de 22 126.74 € HT.

Cette somme se décompose de la manière suivante :

- 8 591.21 € HT soit 10 309.45 € TTC pour EIFFAGE CONSTRUCTION,
- 13 535.53 € HT soit 16 242.64 € TTC pour EIFFAGE ROUTE

2.2 Engagements du Groupement

En contrepartie des engagements du MOA précisés ci-dessus, le Groupement renonce à toute réclamation de quelque nature que ce soit au titre des chefs de demande objet du présent protocole tels que rappelés à l'article 1^{er} ci-avant.

Article 3 : RÈGLEMENT

Le paiement de la somme de 22 126.74 € HT interviendra dans un délai de trente jours après la notification par le SMT au groupement du présent protocole signé par l'ensemble des parties, à la diligence du comptable public.

L'indemnité, pour chacun des membres du groupement sera versée au crédit des comptes suivants (*joindre un RIB*) :

Ouvert au nom de : EIFFAGE CONSTRUCTION CENTRE
Domiciliation : BNP PARIBAS
Code banque : 30004 Code guichet : 00211 N° de compte : 00010085556 Clé RIB : 50
IBAN : FR76 3000 4002 1100 0100 8555 650
BIC : BNPAFRPPORE

Ouvert au nom de : EIFFAGE ROUTE
Domiciliation : BNP PARIBAS
Code banque : 30004 Code guichet : 00371 N° de compte : 00020879851 Clé RIB : 58
IBAN : FR76 3000 4003 7100 0208 7985 158
BIC : BNPAFRPPXXX

Article 4 : DIVERS

Chacun des membres du Groupement reconnaît que le règlement prévu aux articles précédents le remplit entièrement de ses droits et renonce à toute réclamation de quelque nature que ce soit au titre des chefs de demande objet du présent protocole tels que rappelés à l'article 1er ci-avant, en relation avec son Marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage.

Chacun des membres du Groupement renonce en conséquence à toute réclamation et à tout recours, relatif au règlement financier du marché devant toute juridiction, à l'encontre du MOA et s'interdit notamment à ce titre, de formuler une quelconque demande ou réclamation complémentaire au titre de l'objet du présent protocole tel que précisé à l'article 1^{er} ci-avant.

Chacun des membres du Groupement s'est assuré du fait que plus aucune somme n'est due à ses sous-traitants et fait en toute hypothèse son affaire exclusive de leurs règlements. Par conséquent, le Groupement devra, ensemble à titre solidaire, relever et garantir le MOA, à première demande si l'un ou l'autre devait faire l'objet d'une action en paiement de la part d'un sous-traitant, quel que soit son rang.

Article 5 : TRANSACTION

Du fait de la signature du présent protocole et de sa pleine et entière exécution, chacune des Parties s'estime pleinement remplie de ses droits l'une envers l'autre et renonce à engager tous recours et/ ou actions nés ou à naître en rapport avec l'objet du protocole tel que précisé à l'article 1^{er} ci-avant.

En conséquence, le présent protocole reflète les concessions réciproques que se sont consenties les Parties, dont ces dernières reconnaissent le caractère raisonnable et équitable.

Le présent protocole vaut à la fois transaction entre les parties, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code Civil.

Le présent protocole a en conséquence l'autorité de la chose jugée en dernier ressort et, conformément aux dispositions de l'article 2052 du Code civil, fait obstacle à l'introduction ou la poursuite entre les Parties d'une action en justice ayant le même objet.

Article 6 : DÉCLARATIONS

Chaque Partie déclare et garantit à l'autre Partie ce qui suit :

- Ses caractéristiques indiquées en tête des présentes, telles que désignation et siège social, sont exactes,
- Qu'elle n'a pas fait, et ne fait pas l'objet, de mesures liées à l'application des dispositions des articles L. 611-1 et suivants et L. 620-1 et suivants du Code de commerce, portant sur la prévention des difficultés des entreprises, l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire et sur la nomination d'un

mandataire ad hoc, d'un conciliateur, d'un administrateur judiciaire ou d'un liquidateur judiciaire,

- Elle n'est concernée par aucune demande en nullité ou en dissolution,
- Elle a le pouvoir et la capacité de conclure le présent protocole et d'exécuter les obligations qui en découlent, et toutes autorisations requises, sociales ou autres, ont été obtenues à cet effet,
- Aucune limitation ou restriction de quelque nature qu'elle soit (légale, statutaire, contractuelle, judiciaire ou autre) ne sera dépassée ou méconnue par elle du fait de la signature et de l'exécution du présent protocole,
- Le signataire du présent protocole au nom de cette Partie est dûment habilité à cet effet par les organes sociaux compétents ou par les statuts de cette Partie.

Article 7 : ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, il est fait élection de domicile :

Pour Le MOA, en son siège ;

Pour les membres du Groupement en leur siège social respectif tel que stipulé en tête des présentes.

Fait en trois exemplaires à _____, le _____

Pour EIFFAGE CONSTRUCTION,

Pour EIFFAGE ROUTE,

Pour le syndicat des Mobilités de Touraine,

*PS : Faire précéder la signature du nom et de la qualité du signataire et de la mention manuscrite « Lu et Approuvé, bon pour transaction et renonciation à tout recours ultérieur ». Chaque partie doit également **parapher** chaque page du protocole.*